



Les enjeux du lycée à la mode Blanquer

Les projets de programmes scolaires sont-ils à la hauteur des attentes? Permettront-ils de « muscler » le baccalauréat à l’horizon 2021? Le point. Article réservé aux abonnés Les quelque 80 projets de programmes scolaires du lycée, désormais tous dévoilés, sont-ils à la hauteur des attentes? Donneront-ils corps à ce lycée du XXI^e siècle censé garantir aux élèves, en lieu et place des séries S, L et ES supprimées à la rentrée 2019, une « plus grande personnalisation des parcours », comme le ministre Blanquer s’y est engagé? Et permettront-ils de « muscler » le baccalauréat à l’horizon 2021, comme promis par le président Macron, pour redonner du « sens » à l’examen, mais aussi de la « cohérence » entre les enseignements du lycée et ceux de l’université? Ces questions, bon nombre d’enseignants et d’associations disciplinaires les ont posées avant même que le Conseil supérieur des programmes (CSP), instance chargée du travail de réécriture, ne mette un point final à sa copie, le 6 novembre : des « fuites » de projets de programmes ont, dès la mi-octobre, alimenté la machine à polémiques. « Continuum du bac -3/bac +3 » Préjuger du projet éducatif d’ensemble que les nouveaux programmes devront porter ne va pas de soi. D’abord parce que les textes rendus publics ne concernent que les classes de 2^{nde} et de 1^{ère} (réformées en 2019), et pas la Terminale (réformée en 2020), classe pourtant charnière pour s’assurer de la continuité entre le lycée et l’université – ce « continuum du bac -3/bac +3 », dans le jargon de l’école. Ensuite parce que le corpus de textes était, jusqu’au 20 novembre, soumis à la consultation de la communauté éducative via un questionnaire en ligne. En parallèle et jusqu’en décembre, syndicats et associations disciplinaires continuent d’être reçus, rue de Grenelle, pour porter leurs demandes d’aménagements. « Là où émergent les critiques, les projets de programmes bougeront », assure au Monde le ministre de l’éducation, Jean-Michel Blanquer. Des inflexions se dessinent déjà en mathématiques, discipline dans laquelle le niveau des lycéens pêche au regard des résultats de leurs camarades européens – la filière S siphonnant, depuis des décennies, les bons élèves, et pas seulement ceux qui se destinent à des études scientifiques. Les premières pistes de réforme divulguées prévoient que les maths disparaissent du tronc commun en classe de 1^{ère}, pour devenir un enseignement de spécialité. Avec un « programme touffu » digne de la série S, avancent certains enseignants, quand bien même ce module est, en théorie, aussi destiné à accueillir des lycéens se destinant à des études de gestion, de journalisme... Ou à l’enseignement. En attendant les programmes définitifs, qui devraient être présentés en décembre à l’occasion d’un Conseil supérieur de l’éducation et d’une intervention ministérielle, un point semble déjà faire l’unanimité : le niveau des attendus au lycée s’envole. En français par exemple, le nombre d’œuvres à étudier « en entier » augmente. Les élèves de 1^{ère} auront quatre œuvres imposées à lire pour le baccalauréat – contre trois au choix du professeur auparavant –, avec une forte revalorisation de la dissertation, exercice choisi aujourd’hui par 10 % des candidats. En mathématiques, le programme suit des recommandations remises, l’hiver dernier, par le mathématicien et député de l’Essonne Cédric Villani (La République en marche) et l’inspecteur général Charles Torossian : la démonstration – par opposition à une approche « appliquée » de la discipline – trouvera une plus grande place dans les programmes, dans le tronc commun en 2^{nde} comme dans l’enseignement de spécialité. « C’est tout le système scolaire que l’on souhaite tirer vers le haut, résume M. Blanquer, et on le fera au service de tous : des élèves les plus à l’aise, à qui l’on va offrir des contenus exigeants, certainement pas édulcorés ; des élèves les plus fragiles également, qui feront l’objet d’une attention particulière à l’entrée en 2^{nde} ». Une aide personnalisée leur est promise, concentrée sur les mathématiques, le français, le soutien méthodologique. Cela suffira-t-il à désamorcer le « procès en élitisme » que le ministre de l’éducation voit poindre? A voir. « On retombe dans le péché mignon de l’école française : faire des programmes pour un élève idéal, et pas pour l’élève réel », réagit un haut cadre de l’éducation nationale. Cette analyse trouve, déjà, un certain écho parmi les enseignants. « L’ambition est une bonne chose... si elle est bien dosée », témoigne un professeur de mathématiques. « On se demande un peu pour quel élève le programme est fait, fait valoir, dans la même veine, un enseignant d’histoire : si la spécialité histoire-géographie est destinée à préparer les élèves aux concours de Sciences Po, cela me paraît un peu juste. La plupart d’entre eux auront du mal à accrocher ». La réforme Parcoursup – et les critiques qu’elle a générées tout l’été –, la place des

universitaires et des inspecteurs généraux dans les groupes de travail qui ont accouché des programmes, viennent renforcer la crainte d'un lycée « piloté par le haut », comme on dit sur le terrain. D'autant que dans les établissements, engagés dans une course contre la montre pour mettre en musique le lycée Blanquer, l'articulation entre les enseignements de tronc commun et les enseignements de spécialités que les lycéens auront à choisir à raison de trois en 1ère, et de deux en terminale, se dessine à peine. Rue de Grenelle, on dément le « tour de vis conservateur » que d'aucuns lisent déjà dans les projets de programmes. « Nous voulons des programmes passionnants, affirme M. Blanquer. La réforme que nous menons créera du désir, de l'envie, et quand un élève aime ce qu'il apprend, il aime aussi l'approfondir. » La présidente du CSP, Souâd Ayada, qui n'a pas répondu à nos sollicitations, a défendu dans une tribune publiée dans nos colonnes, fin août, un « renouvellement » des contenus du lycée présentés comme « modernisés » ; une « instruction qui brise le confinement intellectuel et trace les voies de l'émancipation ». La démonstration oratoire convainc-t-elle ? Dans les rangs syndicaux, on regrette la « faible » prise en compte des « savoirs être », ces soft skills – ou « compétences douces » que sont l'esprit d'équipe, le travail collaboratif, l'estime de soi... – déjà intégrées par bon nombre de nos voisins dans la conception des programmes. D'autres, encore, questionnent l'écart entre ces projets de programmes et une évaluation qui demeure « classique » à leurs yeux, parce que dominée en grande partie par la dissertation - même si les épreuves terminales du bac intégreront, à compter de 2021, un « grand oral ». Cette « permanence », le ministre de l'éducation l'assume : « La dissertation est un point fort de la France, dit-il. A l'heure nous rentrons dans un siècle technologique, accroître la capacité de discernement des lycéens, leur apprendre à structurer leur pensée et à raisonner s'impose. Remédier à nos points faibles ne doit pas nous conduire à abandonner nos points forts ». Prendre le risque de saturer les élèves d'informations est une chose ; mais « pourquoi saturer les enseignants de préconisations, au risque de tomber dans le prêt-à-enseigner ?, interroge un ancien recteur. Pourquoi se sentir obligé de répéter aux enseignants, à chaque entrée de chapitre, ce qu'ils doivent faire et comment le faire ? » Cet observateur averti n'est pas le seul, après lecture des projets, à mettre en doute la prise en compte des conditions d'exercice réelles du métier : plusieurs professeurs contactés confient douter de la possibilité d'octroyer d'exercer, librement, leur liberté pédagogique. En histoire par exemple, les enseignants sont guidés par de nombreux « on peut mettre en avant » et autres « points de passage et ouvertures », qu'ils craignent de devoir respecter à la lettre. « Quel peut-être le sens de notre travail face à un programme aussi dirigiste, où l'on donne des réponses au lieu de poser des questions ? », se demande une enseignante de sciences économiques et sociales (SES). « Cela ne fait pas envie, réagit tel autre, qui enseigne l'histoire-géographie. On a l'impression qu'on va être pieds et poings liés sur notre manière de travailler. » « Un programme qui intéresse les lycéens ne doit-il pas, en premier lieu, leur parler à eux ?, interroge un ancien membre du CSP. Leur signifier, clairement, pourquoi ils ont intérêt à maîtriser tel ou tel point pour trouver leur place dans le monde de demain ? » Il faudrait pour cela reconnaître, aussi, aux élèves le droit de souffler un peu. Ce n'est pas la piste qui semble s'imposer, même avec un baccalauréat redimensionné. *Mattea Battaglia et Violaine Morin*